

**FOND REGIONAL DES TERRITOIRES**  
**-Volet entreprise -**  
**REGLEMENT D'INTERVENTION LOCAL COMMUNAUTE DE COMMUNES MACONNAIS TOURNUGEOIS**

## **BASES LEGALES**

VU le Règlement Général d'Exemption par Catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 :

VU le Régime cadre exempté n° SA 39252 relatif aux Aides à Finalité Régionale pour la période 2014-2020 ;

VU le Régime cadre exempté n° SA.40453 relatifs aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020 ;

VU le Régime d'aides exempté n° SA.40206 relatifs aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020,

Vu l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 du 20/03/2020 (Journal officiel de l'Union européenne / 2020/C 91 I/01) ;

VU le Règlement UE n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis,

VU le Régime SA n°56985 (2020/N) – France – COVID-19 : Régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises ;

VU les articles L.1511-1 à L.1511-8 et notamment l'article L.1511-2, L.1111-8 et R.1111-1 du Code général des Collectivités territoriales (CGCT),

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe,

VU l'instruction NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015 relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements issus de l'application de la loi NOTRe,

VU le règlement budgétaire et financier adopté par la Région BFC les 27 et 28 juin 2019,

VU le règlement d'intervention régionale adopté en assemblée plénière des 25 et 26 juin 2020,

VU la délibération du Conseil Communautaire Mâconnais Tournugeois en date du 30 juillet 2020 ;

VU la délibération du Conseil régional en date des 25 et 26 juin 2020.

## DESCRIPTIF DE L'INTERVENTION

### **Objectifs :**

Le Fonds régional des territoires a pour objet de soutenir l'économie de proximité en permettant la reprise de l'activité.

Il fait l'objet d'une délégation d'octroi des aides par la Région aux EPCI.

### **Objet :**

Soutenir les dépenses d'investissements des entreprises.

### **Nature :**

Subvention.

### **Montant et financement :**

Les aides sont attribuées dans la limite du budget inscrit dans la convention votée en assemblée plénière des 25 et 26 juin 2020 sous réserve des plafonds des régimes d'aides communautaires applicables soit 47 214 € de la CCMT et une participation de la Région BFC de 62 952 € en investissement et de 15 738 € en fonctionnement. L'enveloppe totale s'élève donc à 125 904 €.

Il est possible de cumuler les aides au titre du présent règlement avec les différents dispositifs nationaux (fonds de solidarité national) ou régionaux (Fonds d'urgence au secteur horticole, fonds d'urgence à l'hébergement touristique, fonds de solidarité territorial,) sous réserve des régimes d'aides applicables et dans le respect des plafonds d'intervention de ces régimes .

### **Dépenses éligibles :**

Investissements matériels immobilisables, immatériels

Charge des remboursements d'emprunts liés à des investissements, pour la partie en capital

Aide à la trésorerie

**Dépenses inéligibles :** Aides à l'immobilier d'entreprise. Elles sont de la compétence exclusive du bloc communal et pourront être complétées le cas échéant par les dispositifs régionaux dédiés en vigueur.

### **Concernant les dépenses d'investissement :**

**Le montant minimum de la dépense subventionnable est fixé à 8 000€**

**Le taux d'intervention est fixé à 20% de la dépense subventionnable plafonnée à 4 000 €.**

*(Soit une subvention comprise entre 1 600 € et 4 000€ par dossier)*

### **Concernant les remboursements d'emprunt liés à des investissements pour la partie en capital :**

**Le montant minimum éligible du remboursement d'emprunt sur la partie capital restant dû est fixé à 8 000€**

**Le taux d'intervention est fixé à 20% du remboursement d'emprunt sur la partie capital restant dû plafonnée à 4 000 €.**

*(Soit une subvention comprise entre 1 600 € et 4 000€ par dossier)*

L'emprunt doit avoir été réalisé dans les 2 années antérieures à 2021 (soit après le 31/12/2018)

## BENEFICIAIRES

PME au sens communautaire ayant leur siège sur le territoire de la CCMT et dont l'effectif est compris entre 0 et 10 salariés inclus en Equivalent Temps Plein.

Sont considérés comme salariés les personnes ayant un contrat à durée déterminée ou indéterminée. Ne sont pas comptés dans l'effectif salarié : dirigeant « assimilé salarié », un dirigeant majoritaire, un apprenti, un conjoint collaborateur.

**Sont exclues** les SCI, les entreprises en cours de liquidation, les professions libérales dites réglementées et les entreprises industrielles.

## CRITERES D'ELIGIBILITE

Projets ayant pour objet de favoriser :

- La pérennité des entreprises de l'économie de proximité sur le territoire
- La réorganisation suite à la crise des modes de production, d'échanges et des usages numériques
- La valorisation des productions locales et savoir-faire locaux
- La construction d'une économie locale durable, résiliente et vertueuse
- L'adaptation et l'atténuation au changement climatique

## PROCEDURE

### 1. Réception des demandes de subventions

Le dépôt de dossier se fait par l'intermédiaire d'un formulaire accessible sur le site internet de la CCMT : [www.maconnais-tournugeois.fr](http://www.maconnais-tournugeois.fr)

Les demandes pourront être effectuées à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2020 et ce jusqu'au 20 décembre 2021.

Le dépôt de demande complète d'aide devra comporter les éléments suivants préalablement à tout commencement d'exécution :

- Liste des dirigeants ;
- Extrait k-bis, registre du commerce, registre des métiers ou avis INSEE
- Relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal ;
- Document descriptif et plan de financement équilibré en dépenses et en recettes de l'opération envisagée, accompagné éventuellement de devis, et d'un échéancier prévisionnel de réalisation ;

- Liste des concours financiers et/ou subventions en nature en provenance de toute collectivité publique dont le demandeur a bénéficié au cours des trois dernières années ;
- Bilans, compte de résultat et annexes et liasses fiscales du dernier exercice clos ;
- Attestation sur l'honneur précisant que le demandeur est en situation régulière à l'égard de la réglementation, notamment fiscale, sociale et environnementale. Les services des EPCI instruiront et prendront en charge l'ordonnancement de la dépense.
- Attestation sur l'honneur de fermeture administrative et/ou perte de chiffre d'affaires (pour le fonctionnement)

La CCMT transmet un accusé de réception de la demande. L'accusé de réception vaut autorisation à engager les dépenses mais ne vaut pas octroi d'une subvention de la part de la CCMT.

## **2. Instruction de votre dossier par le comité de pilotage FRT**

### **Son rôle :**

Le comité de pilotage examine et donne un avis sur les demandes d'aides directes qui lui sont soumises.

**Sa composition :** M. RAVOT, DESROCHES, PERRET (membres élus), Mme THEVENARD et M. PERRUCHOT DE LA BUSSIÈRE (techniciens).

## **3. Attribution par délibération du conseil communautaire**

La décision d'attribution de l'aide ou le rejet est prise par délibération en conseil communautaire. La décision est notifiée par courrier au porteur de projet.

## **4. Versement de l'aide**

L'aide est versée en une seule fois après la réalisation du projet, sur présentation des justificatifs (factures).

Si le projet est financièrement moins élevé que prévu, le montant de la subvention est diminué proportionnellement.

## **DISPOSITIONS DIVERSES**

L'octroi des aides prévues par ce règlement d'intervention fait l'objet d'une convention de délégation aux EPCI conformément à l'article L.1511-2 et L.1111-8 CGCT. Ce règlement d'intervention est valide jusqu'au 31/12/2021.

## **TEXTES DE REFERENCES**

Délibération du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté des 25 et 26 juin 2020  
Délibération du conseil communautaire du 30 juillet 2020  
Délibération du Conseil régional de Bourgogne Franche Comté du 16 novembre 2020